

Zeitschrift: Shab.ch : schweizerisches Handelsamtsblatt = Fosc.ch : feuille officielle suisse du commerce = Fusc.ch : foglio ufficiale svizzero di commercio

Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft

Band: 138 (2020)

Heft: 178

Anhang: Meldungsanhänge : auf den nachfolgenden Seiten werden alle Meldungen mit unstrukturierten Anhängen aufgeführt

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 09.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Meldungsanhänge

Auf den nachfolgenden Seiten werden alle Meldungen mit unstrukturierten Anhängen aufgeführt.

Generalversammlungen, FIDELITY FUNDS

Schaffung, Aufhebung, Split oder Vereinigung von Anteilsklassen Landolt Investment SICAV

Andere Mitteilungen OLZ 1 (CH) Fund

Generalversammlungen, FIDELITY FUNDS

Allgemeinverbindlicherklärung des Berufsbildungsfonds «Westschweizer Berufsfonds des Maler- und Gipsergewerbes FP3»

Déclaration de force obligatoire générale du fonds en faveur de la formation professionnelle «Fonds professionnel romand de la plâtrerie-peinture FP3»

Einladung zur ordentlichen Generalversammlung RavenPack Holding AG

Einladung zur ordentlichen Generalversammlung Thermalbad Zurzach AG



Rubrique: Marché financier

Sous-rubrique: Communication aux titulaires de placements collectifs de capitaux

Date de publication: SHAB 14.09.2020

Numéro de publication: FM01-0000000274

Entité de publication

Kneip Communication S.A., Voie du Chariot 3, 1003 Lausanne

Assemblées générales – Invitations et décisions, FIDELITY FUNDS

Assemblées générales:

01.10.2020, 12:00 Uhr,

2a rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg

FIDELITY FUNDS

Société d'Investissement à Capital Variable

2a rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg

R.C.S B 34036

AVIS D'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

QUI SE TIENDRA LE 1ER OCTOBRE 2020

L'AVIS EST DONNÉ PAR LA PRÉSENTE QUE l'assemblée générale annuelle des actionnaires de Fidelity Funds (« la SICAV ») se tiendra le jeudi 1er octobre 2020 à 12 h 00 (heure du Luxembourg). Conformément à la Loi du 20 juin 2020 prolongeant les mesures relatives aux assemblées tenues par les sociétés et autres personnes morales, les actionnaires seront invités à participer à l'assemblée générale annuelle par procuration et à examiner et voter sur l'ordre du jour suivant :

Point 1 Présentation du rapport du conseil d'administration pour l'exercice annuel clos le 30 avril 2020

Point 2 Présentation du rapport des réviseurs d'entreprises pour l'exercice annuel clos le 30 avril 2020

Point 3 Approbation de l'état de l'actif net et de l'état des opérations et des variations de l'actif net pour

l'exercice financier annuel clos le 30 avril 2020

Point 4 Quitus du conseil d'administration pour l'exercice annuel clos le 30 avril 2020

Point 5 Élection/réélection de neuf (9) administrateurs et, plus précisément, réélection des administrateurs en

poste suivants :

i. Dr Yousef Al-Awadi

ii. M. Didier Cherpitel

iii. Mme Carine Feipel

iv. M. Simon Fraser

v. Mme Abby Johnson

vi. M. Glen Moreno

vii. Mme Anne Richards

viii. M. Jon Skillman

ix. FIL (Luxembourg) S.A., en qualité d'Administrateur social

Point 6 Approbation de la rémunération des administrateurs pour l'exercice annuel clos le 30 avril 2020

Point 7 Réélection de Deloitte Audit SARL, Luxembourg en tant que réviseur d'entreprises pour l'exercice

annuel clos le 30 avril 2021

Point 8 Approbation du versement des dividendes pour l'exercice annuel clos le 30 avril 2020 et déclaration

des dividendes pour l'exercice financier annuel clos le 30 avril 2021

Point 9 Prise en considération de tout autre sujet présenté dans les formes à l'Assemblée Sous réserve des limites imposées par les Statuts de la SICAV eu égard à la détention d'Actions par des Personnes

des États-Unis ou des personnes qui détiennent un bloc représentant plus de trois pour cent (3 %) des actions en

circulation, chaque action donnant droit à un vote. Les actionnaires sont invités à voter par procuration.

Aucun quorum n'est requis pour la tenue de l'assemblée générale annuelle et, sauf indication contraire, toutes les

résolutions seront adoptées à la majorité simple des voix exprimées. Les voix exprimées n'incluront pas le vote

afférent à des Actions au titre desquelles l'Actionnaire n'a pas pris part, s'est abstenu ou a voté par un bulletin

blanc ou nul. Chaque action de la SICAV compte pour un vote à l'assemblée, quelle que soit la valeur de

cette Action.

30 juillet 2020

Sur ordre du Conseil d'Administration

Remarques juridiques:

Publication selon la loi fédérale du 23 juin 2006 sur les placements collectifs de capitaux (OPCC).

FIDELITY FUNDS

Société d'Investissement à Capital Variable
2a rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg
R.C.S B 34036



AVIS D'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES QUI SE TIENDRA LE 1ER OCTOBRE 2020

L'AVIS EST DONNÉ PAR LA PRÉSENTE QUE l'assemblée générale annuelle des actionnaires de Fidelity Funds (« la SICAV ») se tiendra le jeudi 1er octobre 2020 à 12 h 00 (heure du Luxembourg). Conformément à la Loi du 20 juin 2020 prolongeant les mesures relatives aux assemblées tenues par les sociétés et autres personnes morales, les actionnaires seront invités à participer à l'assemblée générale annuelle par procuration et à examiner et voter sur l'ordre du jour suivant :

- Point 1** Présentation du rapport du conseil d'administration pour l'exercice annuel clos le 30 avril 2020
- Point 2** Présentation du rapport des réviseurs d'entreprises pour l'exercice annuel clos le 30 avril 2020
- Point 3** Approbation de l'état de l'actif net et de l'état des opérations et des variations de l'actif net pour l'exercice financier annuel clos le 30 avril 2020
- Point 4** Quitus du conseil d'administration pour l'exercice annuel clos le 30 avril 2020
- Point 5** Élection/réélection de neuf (9) administrateurs et, plus précisément, réélection des administrateurs en poste suivants :
 - i. Dr Yousef Al-Awadi
 - ii. M. Didier Cherpitel
 - iii. Mme Carine Feipel
 - iv. M. Simon Fraser
 - v. Mme Abby Johnson
 - vi. M. Glen Moreno
 - vii. Mme Anne Richards
 - viii. M. Jon Skillman
 - ix. FIL (Luxembourg) S.A., en qualité d'Administrateur social
- Point 6** Approbation de la rémunération des administrateurs pour l'exercice annuel clos le 30 avril 2020
- Point 7** Réélection de Deloitte Audit SARL, Luxembourg en tant que réviseur d'entreprises pour l'exercice annuel clos le 30 avril 2021
- Point 8** Approbation du versement des dividendes pour l'exercice annuel clos le 30 avril 2020 et déclaration des dividendes pour l'exercice financier annuel clos le 30 avril 2021
- Point 9** Prise en considération de tout autre sujet présenté dans les formes à l'Assemblée

Sous réserve des limites imposées par les Statuts de la SICAV eu égard à la détention d'Actions par des Personnes des États-Unis ou des personnes qui détiennent un bloc représentant plus de trois pour cent (3 %) des actions en circulation, chaque action donnant droit à un vote. Les actionnaires sont invités à voter par procuration.

Aucun quorum n'est requis pour la tenue de l'assemblée générale annuelle et, sauf indication contraire, toutes les résolutions seront adoptées à la majorité simple des voix exprimées. Les voix exprimées n'incluront pas le vote afférent à des Actions au titre desquelles l'Actionnaire n'a pas pris part, s'est abstenu ou a voté par un bulletin blanc ou nul. Chaque action de la SICAV compte pour un vote à l'assemblée, quelle que soit la valeur de cette Action.

30 juillet 2020

Sur ordre du Conseil d'Administration



Rubrique: Marché financier

Sous-rubrique: Communication aux titulaires de placements collectifs de capitaux

Date de publication: SHAB 14.09.2020

Numéro de publication: FM01-0000000278

Entité de publication

Schellenberg Wittmer AG, Rue des Alpes 15bis, 1201 Genève

Création, suppression, division ou regroupement de classes de parts Landolt Investment SICAV

Selon PDF en annexe

1. Création de deux classes d'actions à thésaurisation
2. Modification du règlement de placement
3. Modification des statuts

Agent payeur:

la direction du fonds:

CACEIS (Switzerland) SA

La banque dépositaire:

Remarques juridiques:

Publication selon la loi fédérale du 23 juin 2006 sur les placements collectifs de capitaux (OPCC).

Communication aux actionnaires

LANDOLT Investment SICAV

Société d'investissement à capital variable de droit suisse relevant du type "Autre fonds en placements traditionnels"

1. Création de deux classes d'actions à thésaurisation

En application de l'art. 61 al. 2 en lien avec l'art. 40 al. 3 OPCC, LANDOLT Investment SICAV (la "SICAV") informe les actionnaires de la création de deux nouvelles classes d'actions et de la modification du règlement de placement décidés par le Conseil d'administration de la SICAV en date du 9 mars 2020 et approuvée par l'Autorité fédérale des marchés financiers FINMA par décision du 8 septembre 2020, entrée en vigueur en date du 14 septembre 2020.

Le Conseil d'administration de la SICAV souhaite pouvoir proposer aux investisseurs des classes d'actions à thésaurisation, les classes d'actions existantes du compartiment investisseurs de la SICAV étant à distribution, et a ainsi décidé de créer deux nouvelles classes d'actions dénommées "TA" et "TB" au sein du compartiment investisseurs Swiss Conviction Value de la SICAV.

Les actions de la classe d'actions "TA" sont ouvertes à tous les investisseurs. Il n'existe aucun montant minimal de souscription.

Les actions de la classe d'actions "TB" sont ouvertes à tous les investisseurs. Le montant minimal de souscription s'élève à CHF 1'000'000.-.

Les actions des classes d'actions "TA" et "TB" se différencient des classes d'actions existantes du fait qu'elles sont à thésaurisation, alors que les classes d'actions "A" et "B" sont à distribution.

Le prospectus et le règlement de placement de la SICAV sont adaptés en conséquence.

Aucune modification n'est effectuée aux classes d'actions existantes.

2. Modification du règlement de placement

En application de l'art. 63 al. 4 OPCC, la SICAV informe les actionnaires de la modification du règlement de placement en relation avec la création de deux classes d'actions à thésaurisation décidée par le Conseil d'administration de la SICAV en date du 9 mars 2020. Ces modifications ont été approuvées par l'Autorité fédérale des marchés financiers FINMA par décision du 8 septembre 2020 et sont entrées en vigueur en date du 14 septembre 2020.

3. Modification des statuts

La SICAV informe les actionnaires de la modification des statuts en relation avec la création de deux classes d'actions à thésaurisation décidée par l'Assemblée générale extraordinaire de la SICAV en date du 30 juillet 2020 et approuvée par l'Autorité fédérale des marchés financiers FINMA par décision du 8 septembre 2020, entrée en vigueur en date du 14 septembre 2020.

Le prospectus avec règlement de placement et statuts intégrés comprenant les modifications indiquées ci-dessus peut être obtenu gratuitement auprès de LANDOLT Investment SICAV, Ch. de Roseneck 6, 1006 Lausanne ou auprès de la direction de fonds, CACEIS (Switzerland) SA, route de Signy 35, 1260 Nyon.

Les actionnaires sont informés du fait que la création de classes d'actions n'est pas considérée comme une modification du règlement de placement et n'est dès lors pas soumise à l'approbation de l'Assemblée générale de la SICAV en application de l'art. 61 al. 2 en lien avec l'art. 40 al. 3 OPCC.

Lausanne, le 14 septembre 2020

LANDOLT Investment SICAV

Le Conseil d'administration



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Schweizerisches Handelsamtsblatt SHAB
Feuille officielle suisse du commerce FOSC
Foglio ufficiale svizzero di commercio FUSC
Swiss Official Gazette of Commerce SOGC

Rubrik: Finanzmarkt

Unterrubrik: Mitteilung an die Anteilshaber kollektiver Kapitalanlagen

Publikationsdatum: SHAB 14.09.2020

Meldungsnummer: FM01-0000000277

Publizierende Stelle

Credit Suisse Funds AG, Uetlibergstrasse 231, 8045 Zürich

Andere Mitteilungen OLZ 1 (CH) Fund

Rechtliche Hinweise:

Publikation nach Bundesgesetz vom 23. Juni 2006 über die kollektiven Kapitalanlagen (Kollektivanlagengesetz KAG).

Mitteilung an die Anleger des OLZ 1 (CH) Fund

ein Umbrella-Fondsschweizerischen Rechts der Art «Übrige Fonds für traditionelle Anlagen» für qualifizierte Anleger (nachfolgend der «Fonds»)

mit den Teilvermögen

A) Gov Bond World LT Optimized CHF H ESG

B) Equity Switzerland Optimized ESG

C) Gov Bond World MT Optimized CHF H ESG

Ergänzung/Korrigendum zur Publikation vom 6. August 2020

In der Publikation vom 6. August 2020 wird in Ziff. 1 die folgende Ergänzung/Korrektur vorgenommen:

1. § 16 Berechnung des Nettoinventarwertes

Für die Berechnung des Nettoinventarwertes wurde in Ziff. 1 präzisiert, an welchen kantonalen und schweizerischen Feiertagen keine Berechnung stattfindet. Der Text im ersten Absatz von Ziff. 1 lautet neu wie folgt:

Der Nettoinventarwert jedes Teilvermögens und der Anteil der einzelnen Klassen (Quoten) wird zum Verkehrswert auf Ende des Rechnungsjahres (letzter Bankwerktag) sowie für jeden Tag, an dem Anteile ausgegeben oder zurückgenommen werden, in der Rechnungseinheit des entsprechenden Teilvermögens berechnet. Für kantonale Feiertage (Zürich) und schweizerische Feiertage (Weihnachten (inkl. 24. Dezember), Neujahr etc.) sowie für Tage, an welchen die Börsen bzw. Märkte der Hauptanlageländer eines Teilvermögens geschlossen sind (z.B. Banken- und Börsenfeiertage) wird kein Nettoinventarwert des entsprechenden Teilvermögens berechnet. An kantonalen Feiertagen (Zürich) und schweizerischen Feiertagen (Weihnachten (inkl. 24. Dezember), Neujahr etc.) findet auch keine Berechnung von Nettoinventarwerten (Bewertungstag) statt.

2. § 17 Ausgabe und Rücknahme von Anteilen

In Folge der Präzisierung unter § 16 wurde § 17 ebenfalls ergänzt und korrigiert, damit für die Anleger klargestellt ist, zu welchem Zeitpunkt die Bewertung des Nettoinventarwerts stattfindet. Der Text in Ziff. 1 lautet neu wie folgt:

Anteile werden an jedem Bankwerktag (Montag bis Freitag) ausgegeben bzw. zurückgenommen. Keine Ausgaben oder Rücknahmen finden an kantonalen Feiertagen (Zürich) und schweizerischen Feiertagen (Weihnachten (inkl. 24. Dezember), Neujahr (inkl. 31. Dezember etc.) statt sowie an Tagen, an welchen die Börsen bzw. Märkte der Hauptanlageländer des entsprechenden Teilvermögens geschlossen sind (vgl. § 16 Ziff. 1) oder wenn ausserordentliche Verhältnisse im Sinne von § 17 Ziff. 5 vorliegen. Die Ausgabe und Rücknahme erfolgt in diesem Fall jeweils einen Bankwerktag später.

Zeichnungs- und Rücknahmeanträge für Anteile werden am Auftragstag bis spätestens zur im Anhang angegebenen Zeit von der Depotbank entgegengenommen. Die Anteile werden am jeweiligen im Anhang festgelegten Bankwerktag bewertet (Bewertungstag). Auf der Basis des an diesem Tag berechneten Nettoinventarwertes werden die Anteile am entsprechenden, im Anhang erwähnten Bankwerktag abgerechnet (Valutatag). Der zur Abrechnung gelangende Nettoinventarwert ist im Zeitpunkt der Auftragserteilung noch nicht bekannt (sog. Forward Pricing). Er wird am Bewertungstag aufgrund der letzten zum Zeitpunkt der Bewertung verfügbaren Schlusskurse oder, wenn diese nach Ansicht der Fondsleitung nicht den angemessenen Marktwert wiedergeben, aufgrund der zum Zeitpunkt der Bewertung zuletzt verfügbaren angemessenen Kurse berechnet. Erweist sich aufgrund besonderer Umstände eine Bewertung nach Massgabe der vorstehenden Regel als undurchführbar oder ungenau, ist die Fondsleitung berechtigt, andere allgemein anerkannte und überprüfbare Bewertungskriterien anzuwenden, um eine angemessene Bewertung des Nettofondsvermögens zu erzielen. Sofern die Ein- bzw. Auszahlung in Anlagen erfolgt (vgl. § 18), gilt dies analog für die Bewertung dieser Anlagen.

In Übereinstimmung mit Art. 41 Abs. 1 und Abs. 2^{bis} i.V.m. Art. 35a Abs. 1 der Verordnung über die kollektiven Kapitalanlagen (KKV) werden die Anleger darüber informiert, dass sich die Prüfung und Feststellung der Gesetzeskonformität der Änderungen des Fondsvertrages durch die Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA auf die Bestimmungen gemäss Art. 35a Abs. 1 lit. a – g KKV erstreckt.

Die Anleger werden darauf hingewiesen, dass sie innert 30 Tagen seit dieser Publikation bei der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht FINMA, Laupenstrasse 27, Postfach, 3003 Bern, gegen die beabsichtigten Änderungen des Fondsvertrags Einwendungen erheben oder unter Beachtung der vertraglichen Frist die Auszahlung ihrer Anteile in bar verlangen können, sofern diese nicht gestützt auf Art. 27 Abs. 3 KAG i.V.m. Art. 41 Abs. 1^{bis} KKV vom Einwendungsrecht ausgenommen sind.

Die Änderungen im Wortlaut, der Fondsvertrag mit Anhang sowie die letzten Jahresberichte können kostenlos bei der Fondsleitung und der Depotbank bezogen werden.

Zürich, den 14. September 2020

Die Fondsleitung: Credit Suisse Funds AG, Zürich

Die Depotbank: Credit Suisse (Schweiz) AG, Zürich



Rubrik: Finanzmarkt

Unterrubrik: Mitteilung an die Anteilsinhaber kollektiver Kapitalanlagen

Publikationsdatum: SHAB 14.09.2020

Meldungsnummer: FM01-0000000275

Publizierende Stelle

Kneip Communication S.A., Voie du Chariot 3, 1003 Lausanne

Generalversammlungen, FIDELITY FUNDS

Generalversammlung:

01.10.2020, 12:00 Uhr,

2a rue Albert Borschette, L-1246 Luxemburg

FIDELITY FUNDS

Société d'Investissement à Capital Variable

2a rue Albert Borschette, L-1246 Luxemburg

R.C.S B 34036

BENACHRICHTIGUNG ÜBER DIE JAHRESHAUPTVERSAMMLUNG DER ANTEILINHABER,

DIE AM 1. OKTOBER 2020 STATTFINDEN SOLL

HIERMIT WIRD DIE Jahreshauptversammlung der Anteilsinhaber von Fidelity Funds (der „Fonds“)

einberufen, die am Donnerstag, den 1. Oktober 2020 um 12:00 Uhr Ortszeit stattfindet.

Gemäß dem Gesetz vom

20. Juni 2020 zur Verlängerung der Maßnahmen in Bezug auf die Versammlungen von Gesellschaften und

anderen juristischen Personen werden die Anteilinhaber eingeladen, per

Stimmrechtsvollmacht an der Jahreshauptversammlung

teilzunehmen und über die folgende Tagesordnung zu beraten und abzustimmen:

Punkt 1 Vorlage des Geschäftsberichts des Verwaltungsrats für das Geschäftsjahr bis zum 30. April 2020.

Punkt 2 Vorlage des Berichts des Abschlussprüfers für das Geschäftsjahr bis zum 30. April 2020.

Punkt 3 Genehmigung der Aufstellung des Nettovermögens und der Aufwands- und Ertragsrechnung sowie der

Entwicklung des Nettovermögens für das Geschäftsjahr bis zum 30. April 2020.

Punkt 4 Entlastung des Verwaltungsrats für das Geschäftsjahr bis zum 30. April 2020.

Punkt 5 Wahl bzw. Wiederwahl von neun (9) Verwaltungsratsmitgliedern, konkret Wiederwahl der folgenden

anwesenden Verwaltungsratsmitglieder:

i. Dr Yousef Al-Awadi

ii. Didier Cherpitel

iii. Carine Feipel

iv. Simon Fraser

v. Abby Johnson
vi. Glen Moreno
vii. Anne Richards
viii. Jon Skillman
ix. FIL (Luxembourg) S.A. als Firmenmitglied im Verwaltungsrat
Punkt 6 Genehmigung der Vergütung der Mitglieder des Verwaltungsrats für das Geschäftsjahr bis zum 30. April 2020.
Punkt 7 Wiederwahl von Deloitte Audit SARL, Luxemburg als Abschlussprüfer für das Geschäftsjahr bis zum 30. April 2021.
Punkt 8 Genehmigung der Zahlung von Ertragsausschüttungen für Geschäftsjahr bis zum 30. April 2020 sowie Erklärung der Ausschüttungen für das Geschäftsjahr bis zum 30. April 2021.
Punkt 9 Erörterung anderer Angelegenheiten, die auf der Versammlung ordnungsgemäß vorgebracht werden.
Vorbehaltlich der von der Satzung des Fonds auferlegten Einschränkungen in Bezug auf Anteilinhaber, die in den Vereinigten Staaten ansässig sind, bzw. Anteilinhaber, die über drei Prozent (3 %) der in Umlauf befindlichen Anteile besitzen, ist jeder Anteil zu einer Stimme berechtigt. Die Anteilinhaber sind eingeladen, mit Hilfe des beigefügten Stimmrechtsformulars abzustimmen.
Für die Durchführung der Jahreshauptversammlung ist keine beschlussfähige Anzahl erforderlich und Beschlüsse werden, soweit nicht anders angegeben, mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Stimmrechte, im Hinblick auf die der Anteilinhaber nicht an der Abstimmung teilgenommen, sich enthalten oder einen leeren oder ungültigen Stimmzettel abgegeben hat, zählen nicht zu den abgegebenen Stimmen. Jeder Anteil des Fonds hat in der Versammlung eine Stimme, unabhängig vom Wert eines solchen Anteils.
30. Juli 2020
Auf Anordnung des Verwaltungsrats

Rechtliche Hinweise:

Publikation nach Bundesgesetz vom 23. Juni 2006 über die kollektiven Kapitalanlagen (Kollektivanlagengesetz KAG).

FIDELITY FUNDS

Société d'Investissement à Capital Variable
2a rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg
R.C.S B 34036



BENACHRICHTIGUNG ÜBER DIE JAHRESHAUPTVERSAMMLUNG DER ANTEILINHABER, DIE AM 1. OKTOBER 2020 STATTFINDEN SOLL

HIERMIT WIRD DIE Jahreshauptversammlung der Anteilsinhaber von Fidelity Funds (der „Fonds“) einberufen, die am Donnerstag, den 1. Oktober 2020 um 12:00 Uhr Ortszeit stattfindet. Gemäß dem Gesetz vom 20. Juni 2020 zur Verlängerung der Maßnahmen in Bezug auf die Versammlungen von Gesellschaften und anderen juristischen Personen werden die Anteilsinhaber eingeladen, per Stimmrechtsvollmacht an der Jahreshauptversammlung teilzunehmen und über die folgende Tagesordnung zu beraten und abzustimmen:

- Punkt 1** Vorlage des Geschäftsberichts des Verwaltungsrats für das Geschäftsjahr bis zum 30. April 2020.
- Punkt 2** Vorlage des Berichts des Abschlussprüfers für das Geschäftsjahr bis zum 30. April 2020.
- Punkt 3** Genehmigung der Aufstellung des Nettovermögens und der Aufwands- und Ertragsrechnung sowie der Entwicklung des Nettovermögens für das Geschäftsjahr bis zum 30. April 2020.
- Punkt 4** Entlastung des Verwaltungsrats für das Geschäftsjahr bis zum 30. April 2020.
- Punkt 5** Wahl bzw. Wiederwahl von neun (9) Verwaltungsratsmitgliedern, konkret Wiederwahl der folgenden anwesenden Verwaltungsratsmitglieder:
 - i. Dr Yousef Al-Awadi
 - ii. Didier Cherpitel
 - iii. Carine Feipel
 - iv. Simon Fraser
 - v. Abby Johnson
 - vi. Glen Moreno
 - vii. Anne Richards
 - viii. Jon Skillman
 - ix. FIL (Luxembourg) S.A. als Firmenmitglied im Verwaltungsrat
- Punkt 6** Genehmigung der Vergütung der Mitglieder des Verwaltungsrats für das Geschäftsjahr bis zum 30. April 2020.
- Punkt 7** Wiederwahl von Deloitte Audit SARL, Luxemburg als Abschlussprüfer für das Geschäftsjahr bis zum 30. April 2021.
- Punkt 8** Genehmigung der Zahlung von Ertragsausschüttungen für Geschäftsjahr bis zum 30. April 2020 sowie Erklärung der Ausschüttungen für das Geschäftsjahr bis zum 30. April 2021.
- Punkt 9** Erörterung anderer Angelegenheiten, die auf der Versammlung ordnungsgemäß vorgebracht werden.

Vorbehaltlich der von der Satzung des Fonds auferlegten Einschränkungen in Bezug auf Anteilsinhaber, die in den Vereinigten Staaten ansässig sind, bzw. Anteilsinhaber, die über drei Prozent (3 %) der in Umlauf befindlichen Anteile besitzen, ist jeder Anteil zu einer Stimme berechtigt. Die Anteilsinhaber sind eingeladen, mit Hilfe des beigefügten Stimmrechtsformulars abzustimmen.

Für die Durchführung der Jahreshauptversammlung ist keine beschlussfähige Anzahl erforderlich und Beschlüsse werden, soweit nicht anders angegeben, mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Stimmrechte, im Hinblick auf die der Anteilsinhaber nicht an der Abstimmung teilgenommen, sich enthalten oder einen leeren oder ungültigen Stimmzettel abgegeben hat, zählen nicht zu den abgegebenen Stimmen. Jeder Anteil des Fonds hat in der Versammlung eine Stimme, unabhängig vom Wert eines solchen Anteils.

30. Juli 2020

Auf Anordnung des Verwaltungsrats



Rubrik: Weitere Register und Bekanntmachungen Bund

Unterrubrik: Informelle Bekanntmachung

Publikationsdatum: SHAB 14.09.2020

Meldungsnummer: BB06-0000000403

Publizierende Stelle

Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation (SBFI), Einsteinstrasse 2, 3003 Bern

Allgemeinverbindlicherklärung des Berufsbildungsfonds «Westschweizer Berufsfonds des Maler- und Gipsergewerbes FP3»

Der Schweizerische Bundesrat hat gestützt auf Artikel 60 Absatz 3 des Berufsbildungsgesetzes vom 13. Dezember 2002¹ den Berufsbildungsfonds des Westschweizer Verbandes der Maler- und Gipserbetriebe («Fédération suisse romande des entreprises de plâtrerie-peinture», FREPP) gemäss dem Reglement vom 05. April 2019 allgemeinverbindlich erklärt.²

Der Beschluss über die Allgemeinverbindlicherklärung tritt am 1. Oktober 2020 in Kraft. Die Allgemeinverbindlicherklärung gilt unbefristet. Sie kann vom Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation SBFI widerrufen werden.

3003 Bern, 14. September 2020

Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation SBFI
Berufs- und Weiterbildung

¹ SR 412.10

² Bundesratsbeschluss vom 19. August 2020, veröffentlicht im Bundesblatt vom 01. September 2020.

Reglement über den Berufsbildungsfonds «Westschweizer Berufsfonds des Maler- und Gipsergewerbes FP³»

1. Abschnitt: Name und Zweck

Art. 1 Name und Trägerschaft

¹ Dieses Reglement schafft die Grundlage für den Westschweizer Berufsfonds des Maler- und Gipsergewerbe (FP³) im Sinne von Artikel 60 des Berufsbildungsgesetzes vom 13. Dezember 2002¹ (BBG).

² Der Westschweizer Verband der Maler- und Gipserbetriebe («Fédération suisse romande des entreprises de plâtrerie-peinture», FREPP) amtiert als Westschweizer Arbeitgeber-Dachverband des Maler- und Gipsergewerbes als Trägerschaft für den FP³.

Art. 2 Zweck

¹ Der FP³ hat zum Ziel, die berufliche Grundbildung, die höhere Berufsbildung und die berufsorientierte Weiterbildung der Maler- und Gipser Berufe zu fördern.

² Die dem Fonds unterstellten Betriebe leisten zur Erreichung des Zwecks des FP³ Beiträge nach dem 4. Abschnitt.

2. Abschnitt: Geltungsbereich

Art. 3 Räumlicher Geltungsbereich

Dieses Reglement gilt für sämtliche Maler- und Gipserbetriebe in den Kantonen Freiburg, Genf, Neuenburg, Wallis und Waadt.

Art. 4 Betrieblicher Geltungsbereich

Dieses Reglement gilt für alle Betriebe oder Betriebsteile, unabhängig von ihrer Rechtsform, die im Bereich der Maler- und Gipserarbeiten namentlich folgende Arbeiten ausführen:

- a. Anstrichs- und Verputzarbeiten aller Art;
- b. Innen- und Aussenverputz-, Stuck-, Gipsfaser- und Dekorationsarbeiten;
- c. Herstellen oder Aufziehen von Wänden, abgehängten Decken, Quer- und Doppelwänden;
- d. Tapezierarbeiten;
- e. Aussenisolationsarbeiten;
- f. Imprägnierungsarbeiten, baulicher Holzschutz;
- g. Dekorationsmalerei.

Art. 5 Persönlicher Geltungsbereich

¹ Dieses Reglement gilt für alle Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, die in Betrieben oder Betriebsteilen, unabhängig von deren Rechtsform, haupt- oder nebenberuflich und unabhängig von der Art der Vergütung Arbeiten nach Artikel 4 ausführen; es gilt auch für Baustellenleiterinnen und -leiter, Vorarbeiterinnen und Vorarbeiter sowie Lernende.

² Es gilt nicht für Angestellte, die ausschliesslich in den technischen und kaufmännischen Abteilungen des Betriebs arbeiten.

Art. 6 Geltung für den einzelnen Betrieb oder Betriebsteil

Dieses Reglement gilt für diejenigen Betriebe oder Betriebsteile, die sowohl in den räumlichen wie in den betrieblichen wie auch in den persönlichen Geltungsbereich des Fonds fallen.

3. Abschnitt: Leistungen

Art. 7

¹ Vom FP³ werden die folgenden Leistungen finanziert oder subventioniert:

- a. Grundleistungen:
 1. Berufsentwicklung,

¹ SR 412.10

2. Gewinnung junger Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer,
3. Berufskampagnen und entsprechende Förderungsaktionen,
4. Unterstützung bei der Berufswahl,
5. Prüfung und Ausarbeitung der Reglemente,
6. Berufsmeisterschaften;
- b. berufliche Grundbildung:
 1. Prüfungsvorbereitung,
 2. Vereinheitlichung des Systems auf Westschweizer Ebene;
- c. höhere Berufsbildung und berufsorientierte Weiterbildung:
 1. Vorbereitungskurse für Baustellenleiterinnen und -leiter, für den Fachausweis Polierin/Polier sowie für die Meisterprüfung,
 2. die Kosten der Prüfungen nach Ziffer 1,
 3. die Kosten anderer berufsorientierter Weiterbildungen.

² Der FREPP-Vorstand bestimmt im Rahmen seines Jahresbudgets die Höhe der Beiträge sowie die Liste der subventionierten Leistungen.

4. Abschnitt: Finanzierung

Art. 8 Berechnungsgrundlage und Beitrag

¹ Beitragspflichtig für den FP³ sind sämtliche Haupt- und Nebenerwerbsbetriebe, die Arbeiten nach Artikel 4 ausführen.

² Für Betriebe mit Angestellten beträgt der Jahresbeitrag 150 Franken + 0,05 Prozent des AHV-Lohns des angestellten oder ausgeliehenen Personals, einschliesslich der Baustellenleiterinnen und -leiter und der Vorarbeiterinnen und Vorarbeiter; ausgenommen davon sind Mitarbeitende, die ausschliesslich in den technischen oder kaufmännischen Abteilungen des Betriebs arbeiten, sowie die Lernenden.

³ Für Betriebe ohne Angestellte beträgt der Jahresbeitrag 150 Franken.

⁴ Die Berechnungsgrundlage für die Beiträge an den FP³ ist für Mitgliederbetriebe und Nicht-Mitgliederbetriebe identisch.

Art. 9 Beitragsinkasso

¹ Das Beitragsinkasso wird mittels der jeweiligen kantonalen Berufskassen vorgenommen. Diese wiederum überweisen die einkassierten Beträge jährlich an die Fondsverwaltung, unter Abzug von 10 Prozent zur Deckung der Inkassokosten.

² Der FREPP macht die den kantonalen und den angeschlossenen Verbänden nicht bekannten Betriebe ausfindig. Er übernimmt für diese Betriebe das Beitragsinkasso und entscheidet Streitfälle.

Art. 10 Befreiung von der Beitragspflicht

¹ Ein Betrieb, der ganz oder teilweise von der Beitragspflicht befreit werden will, muss beim FREPP-Vorstand ein begründetes Gesuch einreichen.

² Die Befreiung von der Beitragspflicht richtet sich nach Artikel 60 Absatz 6 BBG in Verbindung mit Artikel 68a Absatz 2 der Berufsbildungsverordnung vom 19. November 2003².

Art. 11 Begrenzung der Einnahmen

¹ Die Einnahmen aus den Beiträgen an den FP³ dürfen die Vollkosten der Leistungen gemäss Artikel 7 unter Berücksichtigung einer angemessenen Reservenbildung nicht übersteigen.

² Die Reserven dürfen im sechsjährigen Durchschnitt 50 Prozent der total eingegangenen Beiträge nicht übersteigen.

5. Abschnitt: Organisation, Revision und Aufsicht

Art. 12 Vorstand

¹ Der FP³ wird vom FREPP-Vorstand verwaltet. Dieser übernimmt die folgenden Aufgaben:

- a. Schaffung eines Fonds-Sekretariats;
- b. Erstellung eines Ausführungsreglements;
- c. Zuweisung der Mittel gemäss dem Leistungskatalog nach Artikel 7;
- d. Festlegung des Betrags für die Reservenbildung;
- e. Entscheid bei Beschwerden gegen Sekretariatsentscheide.

² Die Finanzierung oder Subventionierung der Leistungen nach Artikel 7 Absatz 1 Buchstabe a Ziffern 1–4 durch den FP³ bedarf eines einstimmigen Entscheids der im FREPP-Vorstand vertretenen Verbände.

Art. 13 Buchführung

¹ Die Kontenführung des FP³ obliegt dem Fonds-Sekretariat.

² Es wird eine separate Buchhaltung geführt.

³ Das Rechnungsjahr entspricht dem Kalenderjahr.

Art. 14 Revision

¹ Die Revision der Konten wird von der ordentlichen Revisionsstelle des FREPP übernommen.

² Die Revisionsstelle erfüllt die Bestimmungen nach den Artikeln 727–731a des Obligationenrechts³.

Art. 15 Aufsicht

¹ Der FP³ untersteht gemäss Artikel 60 Absatz 7 BBG der Aufsicht des Staatssekretariats für Bildung, Forschung und Innovation (SBFI).

² Die Rechnung des FP³ und der Revisionsbericht werden dem SBFI zur Kenntnisnahme eingereicht.

**6. Abschnitt:
Genehmigung, Allgemeinverbindlicherklärung und Auflösung**

Art. 16 Genehmigung

¹ Die Gründung des FP³ gemäss diesem Reglement wurde vom FREPP-Vorstand anlässlich der Sitzung vom 4. Juli 2006 sowie von der Delegiertenversammlung des Verbandes in Genf am 15. September 2006 genehmigt.

² Das vorliegende Reglement wurde durch Beschluss des FREPP-Vorstands vom 26. März 2019 in Saint-Blaise geändert.

Art. 17 Allgemeinverbindlicherklärung

Die Allgemeinverbindlicherklärung richtet sich nach dem Beschluss des Bundesrates.

Art. 18 Auflösung

¹ Kann der Zweck des FP³ nicht mehr erreicht werden oder ist dessen gesetzliche Grundlage nicht mehr gegeben, so löst der FREPP-Vorstand den FP³ mit Genehmigung der Aufsichtsbehörde auf.

² Wurde der FP³ für allgemeinverbindlich erklärt, so bedarf die Auflösung der Genehmigung durch das SBFI.

³ Ist ein Restbetrag vorhanden, so geht dieser an den FREPP und wird für einen ähnlichen Zweck verwendet.

⁴ Der FREPP-Vorstand ist mit Genehmigung des SBFI ermächtigt, die Ressourcen des FP³ aufzubrauchen und diesen aufzulösen.

Art. 19 Ersatz eines anderen Reglements

Dieses Reglement ersetzt das Reglement vom 20. Januar 2007 über den Berufsbildungsfonds des Maler- und Gipsergewerbes für die Westschweiz⁴.

Sitten, 5. April 2019

Westschweizer Verband der Maler- und
Gipserbetriebe (Fédération suisse romande
des entreprises de la plâtrerie-peinture)

Der Präsident: André Buache
Der Direktor: Marcel Delasoie

³ SR 220
⁴ BBl 2007 6551



Rubrique: Autres registres et communications de la Confédération

Sous-rubrique: Avis informel

Date de publication: SHAB 14.09.2020

Numéro de publication: BB06-0000000404

Entité de publication

Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation (SBFI), Einsteinstrasse 2, 3003 Bern

Déclaration de force obligatoire générale du fonds en faveur de la formation professionnelle «Fonds professionnel romand de la plâtrerie-peinture FP3»

Le Conseil fédéral suisse, en vertu de l'art. 60, al. 3, de la loi fédérale du 13 décembre 2002 sur la formation professionnelle¹, a déclaré de force obligatoire générale le fonds en faveur de la formation professionnelle de la Fédération suisse romande des entreprises de plâtrerie-peinture (FREPP) au sens du règlement du 5 avril 2019.² L'arrêté concernant la déclaration de force obligatoire générale entre en vigueur le 1^{er} octobre 2020. La déclaration de force obligatoire générale est valable pour une durée illimitée. Elle peut être révoquée par le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation SEFRI.

3003 Berne, le 14 septembre 2020

Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation SEFRI

Formation professionnelle et continue

¹ RS 412.10

² Arrêté fédéral du 19 août 2020, publié dans la Feuille fédérale du 1^{er} septembre 2020.

**Règlement
sur le fonds en faveur de la formation professionnelle
«Fonds professionnel romand de la plâtrerie-peinture FP³»**

Section 1 Nom et but

Art. 1 Nom et organisme responsable

¹ Le présent règlement fournit la base requise pour la création du Fonds professionnel romand de la plâtrerie-peinture (FP³) au sens de l'art. 60 de la loi fédérale du 13 décembre 2002 sur la formation professionnelle (LFP^r)¹.

² La Fédération suisse romande des entreprises de plâtrerie-peinture (FREPP) est responsable du FP³ en sa qualité d'association patronale faîtière suisse romande des métiers de la plâtrerie-peinture.

Art. 2 But

¹ Le FP³ a pour but de promouvoir la formation professionnelle initiale, la formation professionnelle supérieure et la formation continue à des fins professionnelles spécifiques aux métiers de la plâtrerie-peinture.

² Les entreprises qui sont tenues de participer à un fonds en faveur de la formation professionnelle versent des contributions, conformément à la section 4, pour permettre au FP³ d'atteindre son but.

Section 2 Champ d'application

Art. 3 Champ d'application géographique

Le présent règlement est applicable dans les cantons de Fribourg, Genève, Neuchâtel, Valais et Vaud à toutes les entreprises de plâtrerie-peinture.

Art. 4 Champ d'application entrepreneurial

¹ Le présent règlement s'applique à toutes les entreprises ou parties d'entreprises, indépendamment de leur forme juridique, exerçant des activités dans le domaine de la plâtrerie-peinture, notamment:

- a. l'application de matériaux de peinture et d'enduits en tous genres;
- b. l'exécution de crépis intérieurs et extérieurs, de travaux de stucs, de staff et d'éléments décoratifs;
- c. la fabrication ou la construction de parois, de plafonds suspendus et de plaques pour galandages et doublages;
- d. la pose de papiers-peints;
- e. la pose d'isolation périphérique;
- f. les travaux d'imprégnation et de traitement préventif et curatifs du bois;
- g. les travaux de peintres en décoration.

Art. 5 Champ d'application personnel

¹ Le présent règlement s'applique à tout le personnel d'exploitation occupé dans les entreprises ou parties d'entreprises, indépendamment de leur forme juridique, exécutant à titre principal ou accessoire des travaux mentionnés à l'art. 4, y compris les chefs d'équipe, les contremaîtres et les apprentis, indépendamment du mode de rémunération.

² Il ne s'applique pas aux employés travaillant de manière exclusive dans les parties techniques et commerciales de l'entreprise.

Art. 6 Validité pour les entreprises ou parties d'entreprises

Le présent règlement s'applique aux entreprises ou aux parties d'entreprises qui entrent dans les champs d'application géographique, entrepreneurial et personnel du règlement.

Section 3 Prestations

Art. 7

¹ Les prestations qui sont financées ou subventionnées par le FP³ sont les suivantes:

- a. prestations de base:
 1. développement des métiers,

2. recrutement professionnel de jeunes employés,
3. campagnes de promotion des professions,
4. préparation au choix des métiers,
5. étude et élaboration des règlements,
6. championnat des métiers;
- b. formation professionnelle initiale:
 1. préparation des examens,
 2. uniformisation au niveau romand;
- c. formation professionnelle supérieure et formation continue à des fins professionnelles:
 1. cours de préparation aux examens de chef d'équipe, du brevet de contremaître et de la maîtrise fédérale,
 2. coût des examens visés au ch. 1,
 3. coût des autres cours de perfectionnement professionnel.

² Le comité de la FREPP définit dans le cadre du budget annuel le montant des contributions financières et la liste des prestations à subventionner.

Section 4 Financement

Art. 8 Base de calcul et contribution

¹ Toute entreprise exécutant, à titre principal ou accessoire, les travaux mentionnés à l'art. 4 est tenue de verser sa contribution au FP³.

² Pour les entreprises avec personnel, la contribution s'élève à 150 francs + 0,05 % de la masse salariale AVS du personnel d'exploitation occupé ou loué, y compris les chefs d'équipe et les contremaîtres, à l'exclusion des employés travaillant de manière exclusive dans les parties techniques et commerciales de l'entreprise et des apprentis.

³ Pour les entreprises sans personnel, la contribution annuelle s'élève à 150 francs.

⁴ La base de calcul des contributions au FP³ est identique pour les entreprises membres ou non-membres.

Art. 9 Rétribution d'encaissement

¹ L'encaissement des contributions au FP³ s'effectue par le biais des caisses professionnelles des cantons concernés. Ces dernières versent annuellement à l'administration du FP³ les montants perçus, après déduction de 10 % pour couvrir leurs frais de perception.

² La FREPP cherche les entreprises inconnues des associations cantonales et des associations qui leur sont affiliées. Elle se charge de l'encaissement de leurs cotisations et des procédures de contentieux.

Art. 10 Dispense de l'obligation de verser des contributions

¹ Les entreprises qui souhaitent être dispensées en tout ou en partie de l'obligation de verser des contributions en faveur du fonds doivent déposer une demande motivée auprès du comité de la FREPP.

² La dispense de l'obligation de verser des contributions se fonde sur l'art. 60, al. 6, LFPr en relation avec l'art. 68a, al. 2, de l'ordonnance du 19 novembre 2003 sur la formation professionnelle².

Art. 11 Limitation du volume des recettes

¹ Les recettes provenant des contributions au FP³ ne doivent pas dépasser les coûts totaux des prestations visées à l'art. 7, compte tenu de la constitution de réserves appropriées.

² Les réserves ne doivent pas dépasser la moitié des contributions reçues sur une moyenne de 6 ans.

Section 5 Organisation, révision et surveillance

Art. 12 Organe compétent

¹ Le FP³ est géré par le comité de la FREPP. Ce dernier remplit les tâches suivantes:

- a. constitution du secrétariat du fonds;
- b. édicton du règlement d'exécution;
- c. attribution des moyens, conformément au catalogue des prestations;
- d. détermination de la part prévue pour la constitution de réserve;
- e. décision sur les recours contre les décisions du secrétariat.

² Le financement ou le subventionnement par le FP³ des prestations mentionnées à l'art. 7, al. 1, let. a, ch. 1 à 4, font l'objet d'une décision du comité de la FREPP prise à l'unanimité des associations représentées en son sein.

Art. 13 Comptabilité

¹ Les comptes du FP³ sont tenus par le secrétariat.

² Ils font l'objet d'une comptabilité séparée.

³ L'exercice comptable correspond à l'année civile.

Art. 14 Révision

¹ La révision des comptes est effectuée par l'organe de révision ordinaire de la FREPP.

² L'organe de révision doit satisfaire aux exigences des art. 727 à 731a du code des obligations³.

Art. 15 Surveillance

¹ Conformément à l'art. 60, al. 7, LFPr, le Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) exerce la surveillance du fonds.

² La comptabilité du fonds et le rapport de révision sont transmis au SEFRI pour information.

Section 6

Approbation, déclaration de force obligatoire générale et dissolution

Art. 16 Approbation

¹ La création du FP³ conformément au présent règlement a été approuvée par le comité de la FREPP au cours de sa séance du 4 juillet 2006, ainsi que par l'Assemblée des délégués de la FREPP du 15 septembre 2006 à Genève.

² Le présent règlement a été modifié par décision du comité de la FREPP du 26 mars 2019 à Saint-Blaise.

Art. 17 Déclaration de force obligatoire générale

La déclaration de force obligatoire générale se fonde sur la décision du Conseil fédéral.

Art. 18 Dissolution

¹ Si l'objectif du FP³ ne peut plus être atteint ou si la base légale vient à faire défaut, le comité liquide le fonds avec l'approbation de l'autorité de surveillance.

² Si le FP³ a été déclaré obligatoire, sa dissolution requiert l'approbation du SEFRI.

³ En cas de solde, celui-ci est alloué à la FREPP pour un usage similaire.

⁴ Le comité de la FREPP est autorisé, avec l'approbation du SEFRI, à laisser s'épuiser le FP³ et à le liquider.

Art. 19 Remplacement d'un autre règlement

Le présent règlement remplace le règlement du 20 janvier 2007 du fonds en faveur de la formation professionnelle de la Fédération romande des maîtres plâtriers-peintres⁴.

Sion, le 5 avril 2019

Fédération suisse romande des entreprises
de la plâtrerie-peinture:

Le président, André Buache
Le directeur, Marcel Delasoie

³ RS 220
⁴ FF 2007 6193



Rubrik: Mitteilungen an Gesellschafter
Unterrubrik: Einladung zur Generalversammlung
Publikationsdatum: SHAB 14.09.2020
Meldungsnummer: UP04-0000002421

Publizierende Stelle
Blum & Grob Rechtsanwälte AG, Neumühlequai 6, 8001 Zürich

Einladung zur ordentlichen Generalversammlung RavenPack Holding AG

RavenPack Holding AG
CHE-114.326.945
c/o: Seedamm Business Center AG
Churerstrasse 135
8808 Pfäffikon SZ

Angaben zur Generalversammlung:
05.10.2020, 09:00 Uhr, In den Büroräumlichkeiten von RA Jacob Bollag, Notar, Unter Altstadt 10, 6300 Zug, Schweiz

Einladungstext/Traktanden:

Werte Aktionäre / *Dear Shareholders*

Der Verwaltungsrat der RavenPack Holding AG (nachfolgend die **Gesellschaft**) lädt Sie zur ordentlichen Generalversammlung der Gesellschaft ein.

*The Board of Directors of RavenPack Holding AG (the **Company**) invites you to attend the Annual General Meeting of Shareholders of the Company.*

Datum und Zeit/*Date and time:* 5. Oktober 2020, 09.00 Uhr / *October 5, 2020, 09.00 a.m.*

Ort/*Place:* In den Büroräumlichkeiten von RA Jacob Bollag, Notar, Unter Altstadt 10, 6300 Zug, Schweiz / *in the offices of Mr Jacob Bollag, Attorney-at-law and Notary, Unter Altstadt 10, 6300 Zug, Switzerland*

Aktionäre können persönlich teilnehmen oder sich durch einen Bevollmächtigten vertreten lassen. Aktionäre, die nicht persönlich teilnehmen, können einem Vertreter eine schriftliche Vollmacht erteilen. Die Jahresrechnung 2019 und der Bericht der Revisionsstelle liegen am Sitz der Gesellschaft zur Einsicht auf oder können per E-Mail von Aktionären der Gesellschaft bestellt werden. Die Unterlagen können bei Edoardo Marraccini, RavenPack Holding AG, emarraccini@ravenpack.com mit Kopie an administration@ravenpack.com, bezogen werden.

Shareholders may attend in person or may act by proxy. Shareholders who may not attend in person may appoint a representative by a written proxy. The Annual Financial Statement

2019 and the report of the statutory auditors are available for inspection at the Company's registered office or can be ordered by email by any shareholder of the Company. The documents may be obtained from Edoardo Marraccini, RavenPack Holding AG, emarraccini@ravenpack.com with copy to administration@ravenpack.com.

Ohne ausdrückliche Weisungen für die Stimmabgabe ist jeder Bevollmächtigte befugt, die Stimmrechte im Sinne der Anträge des Verwaltungsrates auszuüben.

Please note that if there is no specific instruction given in your proxy, any proxy holder is deemed to be authorized to vote in accordance with the recommendations of the Board of Directors of the Company.

Traktanden und Anträge des Verwaltungsrates:

Agenda and motions by the Board of Directors:

1. Genehmigung des Protokolls der letzten ordentlichen Generalversammlung

Approval of the minutes of the last ordinary general meeting of shareholders

Der Verwaltungsrat beantragt die Genehmigung des Protokolls der letzten ordentlichen Generalversammlung.

The Board of Directors proposes that the minutes of the last ordinary general meeting of shareholders be approved.

2. Statutenänderung – Erhöhung und Änderung bedingtes Kapital

Amendments to the Articles of Association – Increase and Amendment Conditional Capital

Der Verwaltungsrat beantragt das bedingte Aktienkapital der Gesellschaft gemäss Art. 4 der Statuten sei von derzeit CHF 132'799.53 (respektive CHF 134'663.08 gemäss aktuell gültigen Statuten, wobei jedoch Optionsrechte für 186'355 voll zu liberierende, vinkulierte Vorzugsnamenaktien im Nennwert von je CHF 0.01 und einem Vorrecht am Liquidationserlös im Umfang des investierten Betrags ausgeübt wurden, und somit das bedingte Kapital um CHF 1'863.55 reduzierte, jedoch noch nicht entsprechend nachgeführt wurden) (durch Ausgabe von höchstens 13'279'953 voll zu liberierenden, vinkulierten Stammnamenaktien im Nennwert von je CHF 0.01) auf neu CHF 142'260.71 (durch Ausgabe von höchstens 14'226'071 voll zu liberierenden, vinkulierten Stammnamenaktien im Nennwert von je CHF 0.01) zu erhöhen. Dazu soll Art. 4 der Statuten durch folgende Bestimmung ersetzt werden:

The Board of Directors proposes that the share capital of the Company be increased from currently CHF 132'799.53 (respectively CHF 134,663.08 in accordance with the Articles of Association currently in force, whereby, however, option rights for 186,355 Preferred registered Shares with transfer restrictions, with a par value of CHF 0.01 each and a liquidation preference equal to 1x the amount invested by the subscriber of such Preferred Shares have been exercised and, thus, the conditional share capital was reduced by CHF 1'863.55, but not yet registered accordingly) (by the issuance of up to 13,279,953 common ordinary registered shares with transfer restrictions of the Company with a par value of CHF 0.01 each) to CHF 142'260.71 (by the issuance of up to 14,226,071 common ordinary registered shares with transfer restrictions of the Company with a par value of CHF 0.01 each). Therefore, article 4 of the Articles of Association shall be replaced as follows:

Art. 4: Bedingtes Aktienkapital

Art. 4: Conditional Share Capital

Das Aktienkapital der Gesellschaft kann höchstens um CHF 142'260.71 erhöht werden durch die Ausgabe von höchstens 14'226'071 voll zu liberierenden, vinkulierten Stammnamenaktien im Nennwert von je CHF 0.01 zu erhöhen um:

a) Bis zu 14'226'071 Stammnamenaktien durch Ausübung von Optionsrechten, welche Mitarbeitern, Verwaltungsräten, Mitglieder von Verwaltungsratsausschüssen, Dienstleister und Führungskräften der Gesellschaft oder deren Tochtergesellschaften eingeräumt wurden.

The share capital of the Company may be raised by a maximum of CHF 142,260.71 by the issuance of up to 14,226,071 common ordinary registered shares with transfer restrictions of the Company with a par value of CHF 0.01 each, to be issued:

a) for up to 14,226,071 common ordinary registered shares upon exercise of option rights granted to employees, directors, members of advisory boards, service providers and executives of the Company or its subsidiaries.

Bei Optionsrechten, welche in Verbindung mit Optionsscheinen oder ähnlichen Finanzierungsformen der Gesellschaft oder einer ihrer Tochtergesellschaften gewährt werden oder anderen Optionsrechten, welche Mitarbeitern, Verwaltungsräten, Mitglieder von Verwaltungsratsausschüssen, Dienstleistern und Führungskräften der Gesellschaft oder deren Tochtergesellschaften eingeräumt werden, ist das Bezugsrecht ausgeschlossen. Die Ausgabe von Optionen an Mitarbeiter, Verwaltungsräten, Mitglieder von Verwaltungsratsausschüssen, Dienstleister und Führungskräfte erfolgt gemäss einem oder mehreren vom Verwaltungsrat zu erlassenden Optionsplänen.

With respect to option rights granted in conjunction with warrants or similar forms of financing of the company or one of its subsidiaries, or other option rights granted to employees, directors, members of advisory boards, service providers and executives of the Company or its subsidiaries, any preferential subscription rights are excluded. The issuance of options to employees, directors, members of advisory boards, service providers and executives is effected in accordance with one or more option plans to be adopted by the Board of Directors.

Der Erwerb von Aktien durch die Ausübung von Optionsrechten, welche Mitarbeitern, Verwaltungsräten, Mitglieder von Verwaltungsratsausschüssen, Dienstleistern und Führungskräften der Gesellschaft oder deren Tochtergesellschaften eingeräumt werden, sowie die nachfolgende Übertragung der Aktien unterliegen den gleichen Beschränkungen wie bei den übrigen Aktien

The acquisition of shares through the exercise of option rights granted to employees, directors, members of advisory boards, service providers and executives of the Company or its subsidiaries as well as any subsequent transfer of the shares are subject to the same restrictions like the other shares.

3. Genehmigung der Jahresrechnung 2019 sowie Entgegennahme des Berichts der Revisionsstelle

Approval of the Annual Financial Statement 2019 and acceptance of the Report of the Statutory Auditors

Der Verwaltungsrat beantragt die Genehmigung der vorgelegten Jahresrechnung 2019 sowie die Entgegennahme des Revisionsberichts.

The Board of Directors proposes that the Annual Financial Statement 2019 be approved and the Report of the statutory auditors be acknowledged.

4. Verwendung des Bilanzergebnisses

Allocation of the balance sheet result

Der Verwaltungsrat beantragt, den Jahresverlust von CHF 193'858.35 zum Verlustvortrag aus dem Vorjahr in der Höhe von CHF 1'905'455.29 zu schlagen und demnach einen Verlust von CHF 2'099'313.64 auf die neue Rechnung vorzutragen.

The Board of Directors proposes that the annual loss of CHF 193,858.35 is added to the accumulated losses from the previous year of CHF 1,905,455.29 and therewith to carry forward a loss of CHF 2'099'313.64 to the new account.

Der Verwaltungsrat beantragt ferner, CHF 5'100'000 aus den Kapitalreserven in die frei verfügbaren Reserven umzuschichten.

The Board of Directors further proposes to transfer CHF 5,100,000 from the capital reserves to the freely distributable reserves.

5. Décharge-Erteilung an den Verwaltungsrat

Discharge of the Members of the Board of Directors

Der Verwaltungsrat stellt den Antrag, den Mitgliedern des Verwaltungsrates für das Geschäftsjahr 2019 Décharge zu erteilen.

The Board of Directors proposes that the members of the Board of Directors are granted discharge for the activities in the Business Year 2019 be approved.

6. Wahlen

Election

7.1 Wahl Verwaltungsrat

Election Board of Directors

Der Verwaltungsrat stellt den Antrag: sämtliche Mitglieder des Verwaltungsrates für ein weiteres Jahr wiederzuwählen.

The Board of Directors proposes the motion to: re-elect all members of the Board of Directors for another period of time of one year.

7.2 Wahl Revisionsstelle

Election Statutory Auditor

Der Verwaltungsrat stellt den Antrag, die inVersa GmbH, Zug, Revisionsstelle, für ein weiteres Jahr wiederzuwählen.

The Board of Directors proposes the motion to re-elect inVersa GmbH, Zug, statutory auditor, for another period of time of one year.

7. Diverses

Miscellaneous

--

September 11, 2020

Für den Verwaltungsrat

For the Board of Directors

Armando Gonzalez

Verwaltungsratspräsident / *President*

RAVENPACK HOLDING AG

FREIENBACH/SZ

EINLADUNG / INVITATION

zur / to the

ordentlichen Generalversammlung / Annual General Meeting of Shareholders

Werte Aktionäre / Dear Shareholders

Der Verwaltungsrat der RavenPack Holding AG (nachfolgend die **Gesellschaft**) lädt Sie zur ordentlichen Generalversammlung der Gesellschaft ein.

*The Board of Directors of RavenPack Holding AG (the **Company**) invites you to attend the Annual General Meeting of Shareholders of the Company.*

Datum und Zeit/Date and time: 5. Oktober 2020, 09.00 Uhr / October 5, 2020, 09.00 a.m.

Ort/Place:

In den Büroräumlichkeiten von RA Jacob Bollag, Notar, Unter Altstadt 10, 6300 Zug, Schweiz / in the offices of Mr Jacob Bollag, Attorney-at-law and Notary, Unter Altstadt 10, 6300 Zug, Switzerland

Aktionäre können persönlich teilnehmen oder sich durch einen Bevollmächtigten vertreten lassen. Aktionäre, die nicht persönlich teilnehmen, können einem Vertreter eine schriftliche Vollmacht erteilen. Die Jahresrechnung 2019 und der Bericht der Revisionsstelle liegen am Sitz der Gesellschaft zur Einsicht auf oder können per E-Mail von Aktionären der Gesellschaft bestellt werden. Die Unterlagen können bei Edoardo Marraccini, RavenPack Holding AG, emarraccini@ravenpack.com mit Kopie an administration@ravenpack.com, bezogen werden.

Shareholders may attend in person or may act by proxy. Shareholders who may not attend in person may appoint a representative by a written proxy. The Annual Financial Statement 2019 and the report of the statutory auditors are available for inspection at the Company's registered office or can be ordered by email by any shareholder of the Company. The documents may be obtained from Edoardo Marraccini, RavenPack Holding AG, emarraccini@ravenpack.com with copy to administration@ravenpack.com.

Ohne ausdrückliche Weisungen für die Stimmabgabe ist jeder Bevollmächtigte befugt, die Stimmrechte im Sinne der Anträge des Verwaltungsrates auszuüben.

Please note that if there is no specific instruction given in your proxy, any proxy holder is deemed to be authorized to vote in accordance with the recommendations of the Board of Directors of the Company.

**Traktanden und Anträge des Verwaltungsrates:
Agenda and motions by the Board of Directors:**

**1. Genehmigung des Protokolls der letzten ordentlichen Generalversammlung
Approval of the minutes of the last ordinary general meeting of shareholders**

Der Verwaltungsrat beantragt die Genehmigung des Protokolls der letzten ordentlichen Generalversammlung.

The Board of Directors proposes that the minutes of the last ordinary general meeting of shareholders be approved.

**2. Statutenänderung – Erhöhung und Änderung bedingtes Kapital
Amendments to the Articles of Association – Increase and Amendment Conditional Capital**

Der Verwaltungsrat beantragt das bedingte Aktienkapital der Gesellschaft gemäss Art. 4 der Statuten sei von derzeit CHF 132'799.53 (respektive CHF 134'663.08 gemäss aktuell gültigen Statuten, wobei jedoch Optionsrechte für 186'355 voll zu liberierende, vinkulierte Vorzugsnamenaktien im Nennwert von je CHF 0.01 und einem Vorrecht am Liquidationserlös im Umfang des investierten Betrags ausgeübt wurden, und somit das bedingte Kapital um CHF 1'863.55 reduzierte, jedoch noch nicht entsprechend nachgeführt wurden) (durch Ausgabe von höchstens 13'279'953 voll zu liberierenden, vinkulierten Stammnamenaktien im Nennwert von je CHF 0.01) auf neu CHF 142'260.71 (durch Ausgabe von höchstens 14'226'071 voll zu liberierenden, vinkulierten Stammnamenaktien im Nennwert von je CHF 0.01) zu erhöhen. Dazu soll Art. 4 der Statuten durch folgende Bestimmung ersetzt werden:

The Board of Directors proposes that the share capital of the Company be increased from currently CHF 132'799.53 (respectively CHF 134,663.08 in accordance with the Articles of Association currently in force, whereby, however, option rights for 186,355 Preferred registered Shares with transfer restrictions, with a par value of CHF 0.01 each and a liquidation preference equal to 1x the amount invested by the subscriber of such Preferred Shares have been exercised and, thus, the conditional share capital was reduced by CHF 1'863.55, but not yet registered accordingly) (by the issuance of up to 13,279,953 common ordinary registered shares with transfer restrictions of the Company with a par value of CHF 0.01 each) to CHF 142'260.71 (by the issuance of up to 14,226,071 common ordinary registered shares with transfer restrictions of the Company with a par value of CHF 0.01 each). Therefore, article 4 of the Articles of Association shall be replaced as follows:

Art. 4: Bedingtes Aktienkapital

Das Aktienkapital der Gesellschaft kann höchstens um CHF 142'260.71 erhöht werden durch die Ausgabe von höchstens 14'226'071 voll zu liberierenden, vinkulierten Stammnamenaktien im Nennwert von je CHF 0.01 zu erhöhen um:

Art. 4: Conditional Share Capital

The share capital of the Company may be raised by a maximum of CHF 142,260.71 by the issuance of up to 14,226,071 common ordinary registered shares with transfer restrictions of the Company with a par value of CHF 0.01 each, to be issued:

- a) for up to 14,226,071 common ordinary registered shares upon exercise

- a) Bis zu 14'226'071 Stammnamenaktien durch Ausübung von Optionsrechten, welche Mitarbeitern, Verwaltungsräten, Mitglieder von Verwaltungsratsausschüssen, Dienstleister und Führungskräften der Gesellschaft oder deren Tochtergesellschaften eingeräumt wurden.

of option rights granted to employees, directors, members of advisory boards, service providers and executives of the Company or its subsidiaries.

Bei Optionsrechten, welche in Verbindung mit Optionsscheinen oder ähnlichen Finanzierungsformen der Gesellschaft oder einer ihrer Tochtergesellschaften gewährt werden oder anderen Optionsrechten, welche Mitarbeitern, Verwaltungsräten, Mitglieder von Verwaltungsratsausschüssen, Dienstleistern und Führungskräften der Gesellschaft oder deren Tochtergesellschaften eingeräumt werden, ist das Bezugsrecht ausgeschlossen. Die Ausgabe von Optionen an Mitarbeiter, Verwaltungsräten, Mitglieder von Verwaltungsratsausschüssen, Dienstleister und Führungskräfte erfolgt gemäss einem oder mehreren vom Verwaltungsrat zu erlassenden Optionsplänen.

With respect to option rights granted in conjunction with warrants or similar forms of financing of the company or one of its subsidiaries, or other option rights granted to employees, directors, members of advisory boards, service providers and executives of the Company or its subsidiaries, any preferential subscription rights are excluded. The issuance of options to employees, directors, members of advisory boards, service providers and executives is effected in accordance with one or more option plans to be adopted by the Board of Directors.

Der Erwerb von Aktien durch die Ausübung von Optionsrechten, welche Mitarbeitern, Verwaltungsräten, Mitglieder von Verwaltungsratsausschüssen, Dienstleistern und Führungskräften der Gesellschaft oder deren Tochtergesellschaften eingeräumt werden, sowie die nachfolgende Übertragung der Aktien unterliegen den gleichen Beschränkungen wie bei den übrigen Aktien

The acquisition of shares through the exercise of option rights granted to employees, directors, members of advisory boards, service providers and executives of the Company or its subsidiaries as well as any subsequent transfer of the shares are subject to the same restrictions like the other shares.

3. Genehmigung der Jahresrechnung 2019 sowie Entgegennahme des Berichts der Revisionsstelle
Approval of the Annual Financial Statement 2019 and acceptance of the Report of the Statutory Auditors

Der Verwaltungsrat beantragt die Genehmigung der vorgelegten Jahresrechnung 2019 sowie die Entgegennahme des Revisionsberichts.

The Board of Directors proposes that the Annual Financial Statement 2019 be approved and the Report of the statutory auditors be acknowledged.

4. Verwendung des Bilanzergebnisses
Allocation of the balance sheet result

Der Verwaltungsrat beantragt, den Jahresverlust von CHF 193'858.35 zum Verlustvortrag aus dem Vorjahr in der Höhe von CHF 1'905'455.29 zu schlagen und demnach einen Verlust von CHF 2'099'313.64 auf die neue Rechnung vorzutragen.

The Board of Directors proposes that the annual loss of CHF 193,858.35 is added to the accumulated losses from the previous year of CHF 1,905,455.29 and therewith to carry forward a loss of CHF 2'099'313.64 to the new account.

Der Verwaltungsrat beantragt ferner, CHF 5'100'000 aus den Kapitalreserven in die frei verfügbaren Reserven umzuschichten.

The Board of Directors further proposes to transfer CHF 5,100,000 from the capital reserves to the freely distributable reserves.

5. Décharge-Erteilung an den Verwaltungsrat
Discharge of the Members of the Board of Directors

Der Verwaltungsrat stellt den Antrag, den Mitgliedern des Verwaltungsrates für das Geschäftsjahr 2019 Décharge zu erteilen.

The Board of Directors proposes that the members of the Board of Directors are granted discharge for the activities in the Business Year 2019 be approved.

6. Wahlen
Election

7.1 Wahl Verwaltungsrat
Election Board of Directors

Der Verwaltungsrat stellt den Antrag: sämtliche Mitglieder des Verwaltungsrates für ein weiteres Jahr wiederzuwählen.

The Board of Directors proposes the motion to: re-elect all members of the Board of Directors for another period of time of one year.

7.2 Wahl Revisionsstelle
Election Statutory Auditor

Der Verwaltungsrat stellt den Antrag, die inVersa GmbH, Zug, Revisionsstelle, für ein weiteres Jahr wiederzuwählen.

The Board of Directors proposes the motion to re-elect inVersa GmbH, Zug, statutory auditor, for another period of time of one year.

7. Diverses
Miscellaneous

--

September 11, 2020

Für den Verwaltungsrat

For the Board of Directors

A handwritten signature in black ink, consisting of stylized, overlapping loops and strokes, positioned above the printed name.

Armando Gonzalez
Verwaltungsratspräsident / *President*



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Schweizerisches Handelsamtsblatt SHAB
Feuille officielle suisse du commerce FOSC
Foglio ufficiale svizzero di commercio FUSC
Swiss Official Gazette of Commerce SOGC

Rubrik: Mitteilungen an Gesellschafter

Unterrubrik: Einladung zur Generalversammlung

Publikationsdatum: SHAB 14.09.2020

Meldungsnummer: UP04-0000002420

Publizierende Stelle

Thermalbad Zurzach AG, Dr. Martin Erb-Strasse 11, 5330 Bad Zurzach

Einladung zur ordentlichen Generalversammlung Thermalbad Zurzach AG

Thermalbad Zurzach AG
CHE-107.104.747
Dr. Martin Erb-Strasse 11
5330 Bad Zurzach

Angaben zur Generalversammlung:

21.10.2020, 10:30 Uhr, Gemeindezentrum Langwies, Bad Zurzach

Einladungstext/Traktanden:

Einladung zur ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre
am Mittwoch, 21. Oktober 2020, 10.30 Uhr im Gemeindezentrum Langwies, Bad
Zurzach.

Die Traktanden und die Anträge des Verwaltungsrates finden Sie im beigefügten PDF.



Thermalbad Zurzach AG

Einladung zur ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre

Mittwoch, 21. Oktober 2020, 10.30 Uhr, Gemeindezentrum Langwies, Bad Zurzach

Traktanden und Anträge des Verwaltungsrates:

1. **Begrüssung und Mitteilungen**
2. **Geschäfts- und Lagebericht 2019 der Thermalbad Zurzach AG, mit Gruppen- und Jahresrechnung per 31.12.2019 und Kenntnisnahme des Revisionsberichtes vom 29. Mai 2020**
Antrag Verwaltungsrat: Genehmigung des Geschäfts- und Lageberichtes 2019 mit Gruppen- und Jahresrechnung 2019. Kenntnisnahme des Berichtes der Revisionsstelle.
3. **Entlastung des Verwaltungsrates und der Geschäftsleitung**
Antrag Verwaltungsrat: Den Mitgliedern des Verwaltungsrates und der Geschäftsleitung sei für das Geschäftsjahr 2019 Entlastung zu erteilen.
4. **Beschlussfassung über die Verwendung des Bilanzgewinnes**
Antrag Verwaltungsrat: Der Bilanzgewinn per 31. Dezember 2019 beträgt CHF 623'551. Dieser soll auf die neue Rechnung vorgetragen werden.
5. **Kapitalherabsetzung durch Nennwert-Reduktion mit Änderung der Statuten (Art. 3)**
Antrag Verwaltungsrat: Kapitalherabsetzung um CHF 200'000 durch Nennwert-Reduktion und entsprechende Änderung der Statuten (Art. 3).
6. **Umwandlung der bisherigen Papieraktien (Inhaber- und Namenaktien) in Namenaktien als Bucheffekten im Sinne des Bucheffektengesetzes und Statutenänderungen**
Antrag Verwaltungsrat: Umwandlung der bisherigen Papieraktien (Inhaber- und Namenaktien) in Namenaktien Kategorie A mit Nennwert von CHF 400 und Namenaktien Kategorie B mit Nennwert von CHF 80 als Bucheffekten im Sinne des Bucheffektengesetzes und Statutenänderungen (Änderung von Art. 3, Art. 5, Art. 6 und Art. 12 sowie Aufhebung der Schlussbestimmungen)
7. **Wahl der Revisionsstelle**
Antrag Verwaltungsrat: Wiederwahl der Revisionsstelle ORGANISATIONS UND TREUHAND AG, Klingnau, für das Geschäftsjahr 2020
8. **Varia**

Die einschlägigen Unterlagen liegen ab 21. September 2020 am Geschäftssitz zur Einsichtnahme auf.

Wer an der Generalversammlung zur Ausübung seines Stimmrechts teilnehmen möchte, hat sich bis spätestens 20. Oktober 2020 gegen Hinterlegung der Aktien oder gegen Ausweis über den Aktienbesitz eine Eintrittskarte zu beschaffen.

Am Versammlungstag werden keine Eintrittskarten ausgegeben.

Eintrittskarten sind direkt am Sitz der Gesellschaft erhältlich.

Bad Zurzach, 14. September 2020

Der Verwaltungsrat